Nouvelle crise

Les travaux furent interrompus lorsque, le 15 novembre, les efforts tentés par les Chypriotes grecs pour faire disparaître un barrage non gardé que les Chypriotes turcs avaient érigé en travers d'une route dans la partie sud-est de l'île donnèrent lieu à un choc violent en dépit de l'intervention de l'UNFICYP pour prévenir l'incident. Au cours de l'engagement qui s'ensuivit, les forces de la Garde nationale chypriote grecque (organisation qui comportait aussi des militaires grecs de la métropole) occupèrent des positions situées dans les villages voisins de Ayios Theodoros et de Kophinou. Quelque 27 Chypriotes turcs et deux Chypriotes grecs furent tués. Dès qu'Ottawa eut connaissance du combat, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Paul Martin, convoqua les ambassadeurs grec et turc pour les presser d'exhorter leurs Gouvernements respectifs à user de plus de modération. Le même soir, l'UNFICYP réussit à ménager un cessez-le-feu et, le lendemain, les forces chypriotes grecques se retirèrent des positions qu'elles avaient occupées dans les deux villages.

Cependant, la Turquie se montrait fort préoccupée de l'incident et les événements se déroulèrent rapidement. Le 17 novembre, le Gouvernement turc envoya au Gouvernement grec une note de protestation dans laquelle il indiquait certaines mesures qu'à son avis il y aurait lieu de prendre à Chypre en faveur de la communauté chypriote turque, et la Grande Assemblée nationale turque vota une résolution autorisant l'emploi des troupes à l'extérieur du territoire de la Turquie. A peu près au même moment, on s'aperçut que des préparatifs militaires étaient en cours sur la côte avoisinant Chypre. Le 20 novembre, le ministre des Affaires étrangères de Turquie déclara à la presse qu'il « n'y avait d'autre solution que de créer dans l'immédiat, de façon absolue et complète, des conditions dans lesquelles les Chypriotes turcs puissent vivre en sécurité et d'atténuer le climat de menace perpétuelle auquel fait face la communauté turque ». Le ministre des Affaires étrangères de Grèce répliqua publiquement que les déclarations turques sur la situation ne traduisaient pas la réalité, que des avions turcs avaient violé l'espace aérien de Chypre et que, afin de contribuer à soulager la tension et à ramener le calme, la Grèce faisait preuve de toute la modération possible.

Pourparlers entre le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne

Comme la crise s'aggravait et que les préparatifs de guerre se poursuivaient dans le secteur, les représentants diplomatiques du Canada à Ankara, à Athènes et à Nicosie entamèrent avec leurs collègues des États-Unis et de Grande-Bretagne une série de conversations d'un caractère très urgent et à un échelon supérieur avec les Gouvernements intéressés. Comme l'a expliqué à la Chambre des communes le 23 novembre le ministre des Affaires extérieures, ces conversations avaient pour objet « d'aider à préciser les positions et les propositions qui sont faites mutuellement les deux parties, de façon qu'il ne se produise aucun malentendu susceptible d'engendrer une catastrophe et que chacune examine les